
RAPPORTS

Valérie **FELTGEN**
Julien **LICHERON**

Analyse du mal-logement et de l'exclusion liée au logement

Tableau de bord 2015

Rapport rédigé pour le Ministère de la Famille,
de l'Intégration et à la Grande Région

Analyse du mal-logement et de l'exclusion liée au logement - Tableau de bord 2015

Rapport rédigé pour le Ministère de la Famille, de
l'Intégration et à la Grande Région

Table des matières

Introduction	5
1. Une revue de la littérature	6
2. Les personnes sans abri et les personnes sans logement	8
2.1 – Les personnes sans abri (ETHOS 1)	11
2.2 – Les personnes sans logement (ETHOS 2)	12
3. Les personnes ayant des difficultés financières liées au logement	14
Indicateur n°3.1 – Surcharge des coûts du logement	14
Indicateur n°3.2 – Arriérés de paiement	17
4. Les personnes vivant dans de mauvaises conditions d’habitat	19
Indicateur n°4.1 – Confort technique du logement	19
Indicateur n°4.2 – Surpeuplement du logement	22
Indicateur n°4.3 – Précarité énergétique	25
Indicateur n°4.4 – Salubrité et modernité du logement	27
5. Conclusions	30
Références bibliographiques	31
Annexe 1 : Opérationnalisation et adaptation au Luxembourg de la typologie ETHOS	34
Annexe 2 : Données du PSELL-3/EU-SILC	44

Introduction

En 2013, le Conseil de Gouvernement a adopté la stratégie nationale contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement, élaborée sous l'initiative du Ministère de la Famille et de l'Intégration. Cette stratégie qui s'étend de 2013 à 2020 définit le cadre pour lutter contre toutes les formes de sans-abrisme et d'exclusion liée au logement. L'articulation de la stratégie se fait à plusieurs niveaux différents¹ :

« Objectif I) Fournir des logements privés, stables et adaptés aux personnes qui sont des sans-abri de longue durée ou chronifiés, aux personnes vivant dans des logements précaires et inadéquats et aux personnes sortant d'institutions

Objectif II) Réagir de manière rapide et adéquate aux situations d'urgence

Objectif III) Prévenir le sans-abrisme

Objectif IV) Consolider les mesures existantes et renforcer la gouvernance »

Chaque objectif se décline en plusieurs actions. En particulier, l'objectif III, qui s'attache à la prévention du sans-abrisme, intègre 8 actions qu'il est possible de classer en trois catégories : 1. des actions visant la mise en place de réformes législatives ou de nouveaux textes de loi ; 2. des actions ayant une portée plus « incitative », en particulier dans les relations entre l'Etat et les communes ; et 3. des actions davantage tournées vers une meilleure compréhension du sans-abrisme et de l'exclusion liée au logement, afin d'identifier les meilleures réponses possibles et de suivre ces phénomènes dans le temps.

Les deux dernières actions témoignent ainsi de l'une des caractéristiques de la stratégie nationale contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement : il s'agit d'une stratégie « basée sur les chiffres » (*evidence-based strategy*)². Elle suppose une connaissance tant quantitative que qualitative des phénomènes à l'œuvre au Grand-Duché de Luxembourg : qui sont les sans-abris et quelles sont leurs trajectoires biographiques (*Action 7*) ? Quels sont les ménages vivant dans des situations de logements précaires, et quel est le risque de les voir basculer dans le sans-abrisme (*Action 8*) ?

Plus particulièrement, le présent rapport vise à apporter des éléments d'analyse dans le cadre de l'Action 8 de l'Objectif III de la stratégie nationale contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement : il s'agit de proposer une adaptation des typologies existantes et des indicateurs pertinents pour l'analyse de l'exclusion liée au logement au Luxembourg, puis de réaliser une estimation du nombre total de personnes touchées par le phénomène. Il est en effet important d'assurer un suivi régulier de l'envergure de l'exclusion liée au logement au Grand-Duché de Luxembourg, ainsi que d'identifier les personnes en situation de fragilité, c'est-à-dire susceptibles de « basculer » dans le sans-abrisme en cas d'accident de parcours (divorce, séparation, perte d'emploi, baisse des revenus, etc.).

Le présent rapport est articulé en quatre parties : la première section présente une revue de la littérature récente sur le marché du logement et l'exclusion liée au logement au Luxembourg. La deuxième section part de la typologie ETHOS de la FEANTSA et présente la stratégie de son opérationnalisation au

¹ Cf. Ministère de la Famille et de l'Intégration (2013).

² Cf. Ministère de la Famille et de l'Intégration (2011).

Luxembourg, puis une tentative de quantifier les populations concernées par les deux premières catégories de cette typologie. Puisque la typologie ETHOS représente une conception relativement étroite de l'exclusion liée au logement, les deux sections suivantes cherchent à apporter des éclairages complémentaires sur des populations ne relevant pas directement de la typologie ETHOS, mais présentant une ou plusieurs « fragilités » dans leur relation au logement, qui suggèrent que leur situation vis-à-vis de ce logement n'est pas pleinement satisfaisante. La troisième section met ainsi l'accent sur les ménages qui éprouvent des problèmes liés à la charge financière que représente le logement : il s'agit de ménages qui ont des difficultés à se maintenir dans leur logement, et ce pour des raisons essentiellement financières. La quatrième section se focalise davantage sur les conditions de logement des ménages, et vise à identifier ceux qui souffrent d'un ou de plusieurs problèmes liés directement à la qualité de leur logement, à son adéquation par rapport à leurs besoins ou à l'environnement de ce logement. Bien entendu, la question des difficultés financières le maintien dans le logement et celle des conditions de logement insatisfaisantes sont très directement liées. Il est fréquent qu'un ménage occupe un logement dégradé, ou trop petit pour ses besoins, pour des raisons avant tout financières, liées à l'incapacité à payer le loyer d'un logement de meilleure qualité ou plus spacieux. On voit parfois apparaître un arbitrage entre la qualité du logement et la part qu'un ménage consacre aux dépenses de logement. Les sections 3 et 4 illustrent les conditions de cet arbitrage en présentant successivement les ménages qui souffrent avant tout du poids des dépenses de logement dans leur budget et ceux qui souffrent avant tout de leurs conditions de logement. Les populations concernées sont ici appréhendées à travers un certain nombre d'indicateurs statistiques qui ont des fondements théoriques et empiriques solides (s'appuyant généralement sur des définitions européennes et/ou internationales).

1. Une revue de la littérature

La Fondation Abbé Pierre et la FEANTSA ont réalisé conjointement en 2015 un premier « index européen du mal-logement ». L'objectif était de rassembler les principales statistiques disponibles dans les pays de l'Union Européenne pour appréhender le phénomène du « mal-logement », puis de mettre en perspective les situations nationales pour identifier les points de convergence, les différences, les « bonnes pratiques » et les solutions potentielles.

Dans ce panorama, le Luxembourg apparaissait plutôt comme un « bon élève » européen en matière de mal-logement. Le Grand-Duché de Luxembourg était ainsi 1^{er} du classement global (« Overall rank ») du baromètre « European Housing Exclusion Index » créé par la Fondation Abbé Pierre et la FEANTSA, devant la Finlande (2^e), la Belgique (3^e), les Pays-Bas (4^e) et la Suède (5^e). Ce classement est établi en additionnant les scores obtenus sur 5 indicateurs : 1. Le taux de surcharge financière des coûts du logement, 2. Les arriérés de paiement de loyer et de charges, 3. le surpeuplement du logement, 4. La privation matérielle sévère liée au logement, et 5. La capacité à maintenir une température confortable dans le logement.

La très bonne performance globale du Luxembourg se traduit dans chacun des cinq indicateurs retenus : pour chacun d'entre eux, la performance du Luxembourg est meilleure que la moyenne de l'Union Européenne :

1. Le taux de surcharge financière des coûts du logement n'atteint que 5,6% au Grand-Duché de Luxembourg (autrement dit, seuls 5,6% des individus vivent dans un ménage qui consacre plus de 40% de son revenu disponible aux dépenses de logement), ce qui est la 6^e meilleure performance parmi les 28 pays de l'UE. La moyenne européenne s'élève à 11%.

2. Les arriérés de paiement de loyers et de remboursement de crédit immobilier ne concernent que 7,6% des ménages pauvres au Luxembourg, contre 10,1% en moyenne dans l'UE-28. Il s'agit de la 10^e meilleure performance parmi les 28 pays.
3. Le taux de surpeuplement des logements atteint seulement 6,2% au Luxembourg, contre 17,3% en moyenne dans l'UE-28. Il s'agit de la 7^e meilleure performance parmi les 28 pays de l'UE.
4. Le taux de privation matérielle sévère liée au logement atteint 1,8% au Luxembourg, contre 5,2% dans l'UE-28. Il s'agit ici de la 10^e meilleure performance parmi les 28 pays.
5. Enfin, seuls 1,6% des individus vivant au Luxembourg déclarent avoir des difficultés à conserver une température adéquate dans son logement, contre 10,8% dans l'UE-28. Il s'agit de la 3^e meilleure performance parmi les 28 pays.

Il en ressort donc que la situation du Luxembourg en matière d'exclusion du logement est, à de multiples égards, plutôt favorable au Grand-Duché de Luxembourg. Toutefois, le baromètre de la Fondation Abbé Pierre et de la FEANTSA fait apparaître deux indicateurs pour lesquels le Luxembourg figure plutôt en bas du classement des pays de l'UE-28 :

- Le taux de surcharge financière des coûts liés au logement a connu une évolution inquiétante entre 2008 et 2013, puisqu'il a augmenté de 1,8 point de pourcentage au Luxembourg, contre une hausse moyenne de 0,5 point de pourcentage dans l'UE-28.
- Les ménages pauvres sont particulièrement exposés aux risques du marché immobilier au Luxembourg, puisque 46,5% d'entre eux sont locataires sur le marché privé ou accédants à la propriété qui n'ont pas terminé le remboursement de leur prêt. Ces situations ne concernent en moyenne que 21,8% des ménages pauvres dans l'UE-28.

7

Ces deux indicateurs traduisent bien la fragilité de certains ménages et les limites relatives du marché du logement pour limiter les risques d'exclusion du logement. Le rapport rédigé conjointement par la Fondation Abbé Pierre et la FEANTSA éclaire encore davantage ces observations :

- Parmi les ménages pauvres, les locataires sur le marché privé sont clairement sur-représentés : 46,5% des ménages pauvres paient en effet un loyer au prix du marché au Luxembourg, contre seulement 29,9% des ménages pauvres en moyenne dans l'UE-28. De même, la part des ménages pauvres parmi l'ensemble des locataires du marché privé a augmenté de 3,7% entre 2008 et 2013.
- Les fortes hausses de loyer observées depuis plus d'une décennie, qui traduisent le dynamisme du marché du logement au Grand-Duché de Luxembourg
- L'étroitesse du parc locatif social : seuls 1,5% des logements au Grand-Duché de Luxembourg peuvent être considérés comme du logement locatif social : il s'agit des logements locatifs du Fonds du Logement, de la Société Nationale des Habitations à Bon Marché (SNHBM) et de certaines communes qui fixent des loyers très inférieurs à ceux du marché locatif privé (en théorie, conformément aux dispositions de l'article 18 du règlement grand-ducal modifié du 16 novembre 1998 concernant l'aide au logement (texte coordonné du 18 mars 2008).
- Une forte sur-représentation des ménages pauvres dans les logements insalubres : au Luxembourg, un ménage pauvre a 13,33 fois plus de chances d'être confronté à la privation sévère de logement qu'un ménage non-pauvre. Ce ratio est l'un des plus élevés de l'Union Européenne, après la Roumanie, la Hongrie, la Belgique et les Pays-Bas. Les auteurs du rapport plaident donc pour une politique de rénovation des logements très ciblée au Grand-Duché de Luxembourg : « [...] en France, au Danemark, aux Pays-Bas, au Luxembourg, en Belgique, où les ménages pauvres sont fortement surreprésentés dans les logements insalubres, les politiques d'amélioration de l'habitat gagneraient sans doute à un ciblage social plus précis. » (Fondation Abbé Pierre & FEANTSA, 2015, p. 30).
- Les personnes seules sont particulièrement touchées par le risque d'exclusion liée au logement au Grand-Duché : ainsi, une personne seule a 3,37 fois plus de chances de subir un taux d'effort

supérieur à 40% qu'un couple, ce qui est supérieur au ratio moyen (2,71) observé dans l'UE-28. Surtout, les personnes seules vivent plus fréquemment dans des conditions de logement difficiles : ainsi les personnes seules ont 6,25 fois plus de chances d'être confrontées à une situation de privation matérielle sévère que les couples. Il s'agit là de l'un des ratios les plus élevés d'Europe (seuls la Suède et le Danemark présentent des inégalités plus fortes en la matière).

2. Les personnes sans abri et les personnes sans logement

La FEANTSA a identifié quatre formes d'exclusion liée au logement, qui représentent les **catégories conceptuelles** de la typologie ETHOS⁴ :

- ETHOS 1 : personnes sans abri
- ETHOS 2 : personnes sans logement
- ETHOS 3 : personnes en situation de logement précaire
- ETHOS 4 : personnes en situation de logement inadéquat

Ces quatre catégories conceptuelles sont divisées en 13 **catégories opérationnelles** décrivant le type d'hébergement des personnes concernées ainsi que leurs situations de vie.

Le présent chapitre s'intéresse aux deux premières catégories conceptuelles et donc aux sept catégories opérationnelles en découlant. Pour chacune de ces sept catégories opérationnelles décrites par la typologie ETHOS, il s'agit de rechercher les situations de vie pertinentes dans le cas du Grand-Duché de Luxembourg et de dénombrer les personnes concernées. Pour réaliser ce dénombrement, il a ainsi fallu identifier les structures d'accueil apportant des solutions aux populations concernées par ces situations de vie.

Les principaux résultats de l'adaptation de la typologie ETHOS au contexte luxembourgeois sont présentés dans les tableaux 1 et 2 ci-dessous. Ces derniers reprennent les deux premières catégories conceptuelles ETHOS en détaillant les sept catégories opérationnelles. Pour chaque situation de vie, les tableaux indiquent le nombre de structures recensées ou les sources de données utilisées. Les résultats détaillés (avec la liste des structures d'accueil concernées et leur fréquentation, de même que les estimations du nombre de personnes concernées par les situations de vie spécifiques) sont présentés dans l'annexe 1.

⁴ Un premier travail avait déjà été réalisé dans le cadre du Rapport du CEPS/INSTEAD remis au Ministère de la Famille et de l'Intégration en février 2007 : *L'exclusion liée au logement des personnes prises en charge par les centres de jour, les foyers de nuit, les centres d'accueil et les logements encadrés : Dénombrement et caractéristiques*.

Illustration 1 : Synthèse pour la catégorie conceptuelle ETHOS 1

Catégorie conceptuelle		Catégorie opérationnelle		Situation de vie	Nombre de structures recensées
SANS ABRI	1.	Personnes vivant dans un espace public	1.1.	"Habitant de la rue", en contact avec des travailleurs sociaux de rue	Absence de données récentes
	2.	Personnes en hébergement d'urgence	2.1.	Abri d'accès direct	1 structure recensée : Abridado (CNDS)
			2.2.	Hébergement précaire	Hébergement au titre de l'Action Hiver
			2.3.	Foyer de nuit	2 structures recensées : Foyer Ulysse (CAS) et Foyer Abrisud (Ville d'Esch-sur-Alzette)

Illustration 2 : Synthèse pour la catégorie conceptuelle ETHOS 2

Catégorie conceptuelle		Catégorie opérationnelle		Situation de vie	Nombre de structures recensées
SANS LOGEMENT	3.	Personnes en foyer d'hébergement pour sans domicile fixe ou dans un logement provisoire	3.1.	Foyer de court séjour pour sans domicile	2 structures recensées : Foyer Obenthalt et Foyer Moulin d'Eydt (VdL)
			3.2.	Logement provisoire (de transition et durée de séjour définie)	2 structures recensées : Foyers CNDS-Wunnen et Centre de l'Oseraie Kopstal (COK, CAS)
	4.	Personnes en foyer d'hébergement pour femmes	4.1.	Logement type "centre d'accueil"	7 structures recensées : Fraenhaus (Femmes en Détresse asbl), Foyers de la Fondation Maison Porte Ouverte et Foyer Sud (CNFL), Foyer pour femmes de Pro Familia
			4.2.	Logement accompagné	4 structures recensées : Logements avec accompagnement social (LEA) (Femmes en Détresse asbl, Fondation Maison de la Porte Ouverte, Fondation Pro Familia, CNFL)
	5.	Personnes en hébergement pour immigrés	5.1.	Centres d'accueil pour Demandeurs de Protection Internationale (DPI)	Personnes hébergées par l'OLAI (Office Luxembourgeois de l'Accueil et de l'Intégration)
	6.	Personnes sortant d'institutions	6.1.	Institutions pénales	Absence d'une structure spécifique à la population cible
			6.2.	Institutions extra-hospitalières	4 structures recensées : Réseau Psy asbl, Cercle d'Entraide et de réadaptation pour malades mentaux (CERMM) asbl, Ligue luxembourgeoise d'Hygiène Mentale (LLHM) asbl, Liewen Dobaussen asbl
	7.	Bénéficiaires d'un accompagnement au logement à plus long terme	7.1.	Logement accompagné communautaire (destiné à un groupe d'usagers bien défini)	3 structures recensées : Wunnéngshëllef, Betreit Wunnen fir Jonk Leit (Hesperange), Maison Henri Dunant (Croix Rouge Aidsberodung)
			7.2.	Logement accompagné individuel	15 structures recensées : Wunnéngshëllef, Ennerdaach, Agence Immobilière Sociale par exemple

L'exclusion liée au logement touche bien sûr premièrement les personnes les plus démunies qui se retrouvent à la rue et qui sont de ce fait la frange de la population exclue la plus visible par la société. Mais l'exclusion va plus loin : les personnes hébergées dans des foyers ou des logements accompagnés ne sont certes pas exposées à la rude épreuve des intempéries, mais ne disposent pour autant pas d'un propre logement. Dans la suite, nous allons distinguer les deux cas de figure suivants d'absence de logement personnel :

- Les personnes sans abri, contraints à se retrouver à la rue ou dans des foyers d'hébergement d'urgence.
- Les personnes sans logement, se retrouvant dans différents types de centres d'accueil ou de logements encadrés.

2.1 – Les personnes sans abri (ETHOS 1)

Description de l'indicateur : Les personnes sans abri sont celles qui sont décrites par la catégorie conceptuelle ETHOS 1. Parmi celles-ci nous pouvons distinguer entre les personnes vivant dans un espace public et dormant à l'extérieur et les personnes ayant recours à des hébergements d'urgence pour la nuit.

11

Sources des données : Les personnes vivant à la rue sont les plus difficiles à dénombrier. Il n'existe pas de statistiques récentes fiables. Le dénombrement le plus actuel est celui d'une enquête sur le terrain réalisée en 2007 par le CEPS/INSTEAD pour le Ministère de la Famille et de l'Intégration.⁶

Le nombre de personnes qui passent leur nuit dans un foyer d'hébergement d'urgence provient d'un recensement du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région réalisé deux fois par année auprès des structures concernées. Les données utilisées portent sur l'année 2014 aux dates du 15 mars et du 15 octobre. Le recensement à des dates spécifiques permet d'éviter un double-compte des individus ayant recours aux différentes structures.

Estimation du nombre de personnes concernées : Selon le dénombrement réalisé en 2007 par le CEPS/INSTEAD, 30 personnes ont été détectées à avoir passé la nuit précédente sous ciel ouvert.

Le nombre des personnes ayant eu recours à des abris d'accès direct et des foyers de nuit s'élève à 112 individus en mars et à **97 individus**⁷ en octobre 2014. Il s'agit exclusivement de personnes adultes.

Notons qu'au cours des mois d'hiver, le gouvernement organise l'Action Hiver en mettant à disposition des sans-abris un hébergement de nuit au Findel. Pendant la période du 21 octobre 2013 au 31 mars 2014, en moyenne 102 personnes ont eu recours à l'Action Hiver par nuit. Ces personnes ne sont cependant pas comptabilisées dans le total des personnes sans abri, vu qu'il s'agit d'un dispositif humanitaire saisonnier et qu'il ne renseigne pas le nombre de personnes vivant toute l'année sur le territoire luxembourgeois.

⁶ CEPS/INSTEAD, *L'exclusion liée au logement des personnes prises en charge par les centres de jour, les foyers de nuit, les centres d'accueil et les logements encadrés : dénombrement et caractéristiques*, Etude réalisée pour le compte du Ministère de la Famille et de l'Intégration du Grand-Duché de Luxembourg, février 2007.

⁷ Voir annexe 1 pour le détail du nombre de personnes par structure en octobre 2014.

2.2 – Les personnes sans logement (ETHOS 2)

Description de l'indicateur : La catégorie conceptuelle ETHOS 2 regroupe les personnes sans logement. L'absence de logement personnel prend en compte différents groupes de personnes et d'infrastructures basées sur la différenciation ETHOS :

- les foyers d'hébergement ou logements provisoires pour les sans domicile fixe
- les foyers d'hébergement (centres d'accueil ou logement accompagné) pour femmes
- les hébergements pour immigrés
- les hébergements pour les personnes sortant d'institutions (domaine psychiatrique extra-hospitalier)
- les logements accompagnés (communautaires ou individuels) à plus long terme.

Une partie des personnes vivant dans des centres d'accueil pour demandeurs de protection internationale (ETHOS 5.1) ainsi que les personnes sortant d'institution pénale (ETHOS 6.1.) sont considérées à part vu leur situation très spécifique.

Les enfants et adolescents accueillis par des foyers spécifiques pour mineurs (tombant sous le champ d'application de l'Office National de l'Enfance), les personnes handicapées vivant dans les structures adaptées à leurs besoins, ainsi que les personnes âgées habitant dans des structures d'accueil gérontologiques ne seront pas traités vu qu'ils répondent à des critères qui diffèrent de l'absence de logement proprement dite.

12

Sources des données : L'indicateur se base sur un recensement des structures d'hébergement réalisé semestriellement par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région. Les données reprises reflètent la situation aux dates du 15 mars et du 15 octobre 2014.

Les données sur les demandeurs de protection internationale proviennent de l'OLAI (Office Luxembourgeois de l'Accueil et de l'Intégration) et reflètent la situation de septembre 2014 en ce qui concerne les personnes hébergées par l'OLAI.

Estimation du nombre de personnes concernées : **1 860 personnes** sans logement ont été dénombrées dans le pays en automne 2014.

Parmi les 1 860 personnes, 186 immigrés avec papiers pour un séjour légal sur le territoire étaient hébergés par l'OLAI en septembre 2014. Les autres 1 674 personnes ont été dénombrées dans les structures d'accueil ou de logements personnels accompagnés en octobre 2014, dont 1 091 adultes et 583 enfants. En comparaison, ces derniers chiffres s'élevaient en mars 2014 à 1 528 personnes dont 1 028 adultes et 500 enfants. Le détail des chiffres par situation de vie au 15 octobre 2014 se trouve dans l'illustration .⁸

⁸ Voir annexe 1 pour le détail du nombre de personnes par structure.

Précisons que le total des personnes faisant partie de la catégorie 7 « Bénéficiaires d'un accompagnement au logement à plus long terme » est différent de la somme des personnes fréquentant

Illustration 3 : Nombre de personnes sans logement par situation de vie de la catégorie conceptuelle ETHOS 2

Catégorie opérationnelle		Situation de vie	Nombre de personnes Octobre 2014 (mars 2014)		
			Total	Adultes	Enfants
Personnes en foyer d'hébergement pour sans domicile fixe ou dans un logement provisoire	3.1.	Foyer de court séjour pour sans domicile	52 (41)	25 (17)	27 (24)
	3.2.	Logement provisoire (de transition et durée de séjour définie)	66 (53)	52 (48)	14 (5)
Personnes en foyer d'hébergement pour femmes	4.1.	Logement type « centre d'accueil »	148 (129)	64 (60)	84 (69)
	4.2.	Logement accompagné	189 (150)	95 (72)	94 (78)
Personnes en hébergements pour immigrés	5.1.	Nombre de personnes avec papiers pour séjour légal sur le territoire	186 ⁹	N.A.	N.A.
Personnes sortant d'institutions	6.2.	Institutions extra-hospitalières	220* (220*)	220* (220*)	0 (0)
Bénéficiaires d'un accompagnement au logement à plus long terme	7.1.	Logement accompagné communautaire (destiné à un groupe d'usagers bien défini)	53 (51)	48 (47)	5 (4)
	7.2.	Logement accompagné individuel	946 (884)	587 (564)	359 (320)

Sources : Recensement des structures d'hébergement à la date du 15 octobre 2014 (15 mars 2014), Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région ; OLAI septembre 2014.

* Pour les institutions extra-hospitalières, le nombre indiqué correspond au nombre de lits, et non au nombre d'individus accueillis à une date donnée.

La situation de vie comptant de loin le plus de personnes est celle des « logements accompagnés individuels » avec plus de 900 personnes en octobre 2014. Cette situation de vie regroupe par exemple des structures telles que l'Agence Immobilière Sociale, la Wunnéngshëllef ou Ënnerdaach.

Concernant la catégorie ETHOS 5.1. des personnes en hébergements pour immigrés, le tableau ci-dessus ne reprend que les personnes hébergées par l'OLAI qui ont une autorisation de séjour et qui sont à la recherche d'un logement. A titre d'information, nous pouvons rajouter que parallèlement aux 186 personnes avec papiers, l'OLAI a hébergé 697 demandeurs de protection internationale ainsi que 618 personnes déboutées (avec ou sans sursis à l'éloignement) en septembre 2014. Vu que ces derniers ont un statut particulier, ils tombent sous un régime différent des personnes sans logement, et ne sont pas retenus dans le tableau de bord final.

La FEANTSA a ajouté dans la catégorie opérationnelle ETHOS 6 « personnes sortant d'institutions » également les personnes quittant les institutions pénales. D'après le STATEC, 1 776 personnes sont sorties de la prison au cours de l'année 2013, dont 1 613 hommes et 163 femmes. Ces chiffres ne sont pourtant pas repris dans l'illustration et donc pas non plus dans le tableau de bord final vu que les personnes sortant de prison ne sont pas nécessairement dépourvues d'un logement. Il n'existe aucun

les différentes structures présentée en annexe 1 : La Wunnéngshëllef et l'Agence Immobilière Sociale hébergent notamment certaines personnes accompagnées par un des autres gestionnaires des structures. Les chiffres par établissement tels que présentés en annexe 1 contiennent des double-comptes entre différentes structures, contrairement à l'illustration qui reprend le chiffre total après élimination des doublons.

⁹ Situation de septembre 2014.

suivi statistique sur le nombre d'anciens prisonniers en absence de logement. Ils ont recours aux mêmes structures que les autres personnes sans logement et sont accompagnés par des structures tel que par exemple la Wunnéngshëllef et sont de ce fait déjà inclus dans les chiffres ci-dessus. D'autres personnes sont hébergées par la famille ou des amis.

3. Les personnes ayant des difficultés financières liées au logement

Certains ménages, qui n'appartiennent pas stricto sensu à la catégorie ETHOS, présentent malgré tout des fragilités directement liées à leurs difficultés à se maintenir dans leur logement du fait de leurs contraintes financières. Les personnes les plus démunies n'ont donc pas accès à ce marché et doivent s'orienter vers le marché public, qui connaît de longues listes d'attente pour les demandes de logements subventionnés.

Deux indicateurs complémentaires sont proposés pour rendre compte de ces difficultés :

1. Un indicateur de **taux de surcharge des coûts du logement**, qui identifie les ménages qui consacrent une part démesurément élevée de leur revenu disponible pour faire face aux dépenses de logement ;
2. Un indicateur d'**arriérés de paiement**, qui rend compte des situations où un ménage n'a pas pu payer à temps son loyer ou ses mensualités au cours des douze derniers mois ;

14

Ces deux indicateurs sont successivement présentés, puis les populations concernées par ces problèmes sont comparées afin d'estimer le nombre de ménages potentiellement concernés par au moins l'un de ces problèmes au Grand-Duché de Luxembourg.

Indicateur n°3.1 – Surcharge des coûts du logement

Description de l'indicateur : Le taux de surcharge des coûts du logement est calculé selon les recommandations d'EUROSTAT. Il est défini comme la proportion des ménages qui consacrent plus de 40% de leur revenu disponible¹³ aux dépenses de logement (incluant les charges).

Source des données : les données sont issues de l'enquête PSELL-3/EU-SILC (2003-2013), réalisée par le LISER et le STATEC.

¹³ Le revenu disponible d'un ménage comprend les revenus d'activité, les revenus du patrimoine, les transferts en provenance d'autres ménages et les prestations sociales (y compris les pensions de retraite et les indemnités de chômage), nets des charges sociales et des impôts directs.

Evolution de l'indicateur : la part des ménages qui consacrent plus de 40% de leur revenu disponible aux dépenses de logement a assez nettement augmenté au cours de la dernière décennie : elle est passée de 4,5% des ménages en 2003 à 6,6% en 2013 (cf. Illustration).

Illustration 4 : Part des ménages ayant un taux d'effort (incluant les charges) supérieur à 40%, de 2003 à 2013

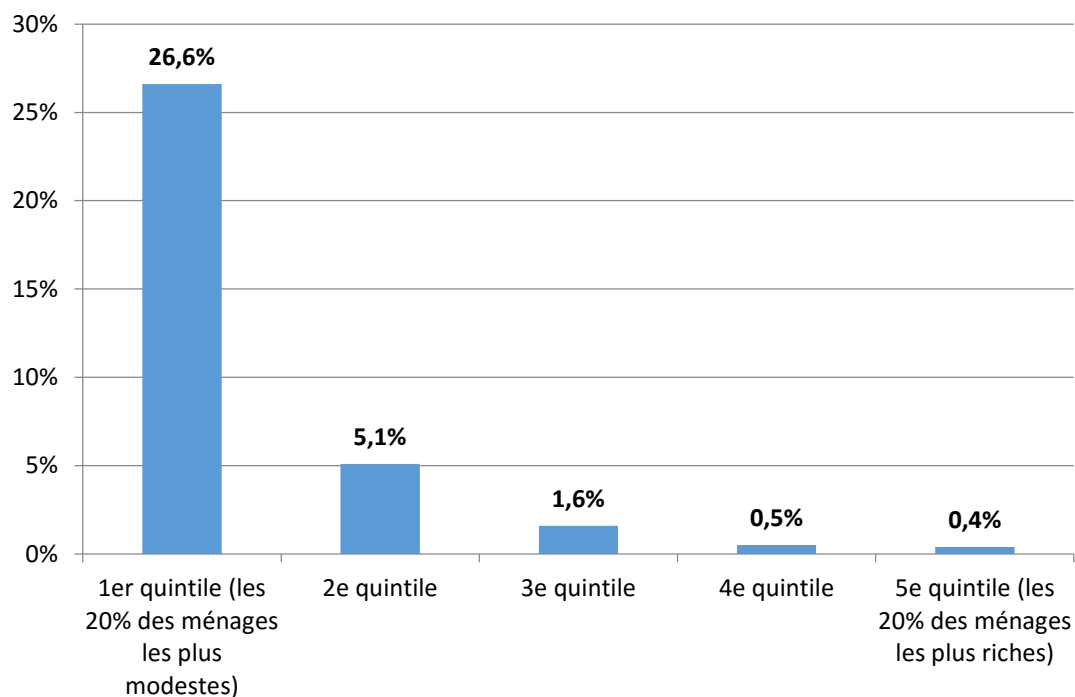
	Taux de surcharge
2003	4,5%
2004	4,4%
2005	4,8%
2006	6,1%
2007	5,1%
2008	4,9%
2009	4,8%
2010	6,2%
2011	5,1%
2012	6,3%
2013	6,6%

Source : PSELL-3/EU-SILC (2003-2013), LISER, STATEC.

Note de lecture : en 2013, 6,6% des ménages résidant au Grand-Duché de Luxembourg consacraient plus de 40% de leur revenu disponible au paiement de leurs dépenses de logement.

Décomposition selon le niveau de vie du ménage : les ménages appartenant au premier quintile de niveau de vie sont beaucoup plus fréquemment en situation de surcharge en matière de coûts du logement : 26,6% d'entre eux consacrent en effet plus de 40% de leur revenu disponible aux dépenses de logement (incluant les charges), contre moins de 1% des ménages appartenant aux 4^e et 5^e quintiles de niveau de vie (cf. Graphique 1). Ceci traduit également le fait que les ménages les plus modestes sont plus fréquemment locataires de leur logement, alors que les ménages plus aisés sont plus souvent des ménages propriétaires de leur logement n'ayant plus aucun crédit à rembourser.

Graphique 1 : Taux de surcharge des ménages selon leur quintile de niveau de vie en 2013



Source : Enquête PSELL-3/EU-SILC (2013), LISER, STATEC.

Note de lecture : en 2013, 26,6% des ménages appartenant au 1^{er} quintile de niveau de vie consacraient plus de 40% de leurs revenus disponibles aux dépenses de logement (incluant les charges), contre seulement 0,4 % des ménages appartenant au 5^e quintile de niveau de vie.

Estimation du nombre de ménages concernés : environ **13 500 ménages** en 2013.

Pour un nombre de ménages résidant au Grand-Duché de Luxembourg estimé à 205 000 en 2013, 6,6% des ménages en situation de surcharge financière en matière de logement implique que la population concernée peut être estimée à 13 500 ménages environ pour l'année 2013, soit un peu plus de 25 000 individus en 2013.

Indicateur n°3.2 – Arriérés de paiement

Description de l'indicateur : L'indicateur d'arriérés de paiement correspond à la part de l'ensemble des ménages qui déclarent avoir eu du retard dans le paiement de leur loyer ou de leur mensualité d'emprunt au cours des 12 derniers mois.

Source des données : les données sont issues de l'enquête PSELL-3/EU-SILC (2003-2013), réalisée par le LISER et le STATEC.

Evolution de l'indicateur : la part des ménages qui ont connu des arriérés de paiement s'est réduite au cours de la dernière décennie : elle est passée de 2,9% des ménages en 2003 à 1,3% en 2012 (cf. Illustration). Toutefois, l'année 2013 est marquée par une légère hausse de cette part : 2,8% des ménages déclarent ainsi avoir connu des arriérés de paiement au cours des douze mois précédant l'enquête.

Illustration 5 : Part des ménages ayant des arriérés de paiement, de 2003 à 2013

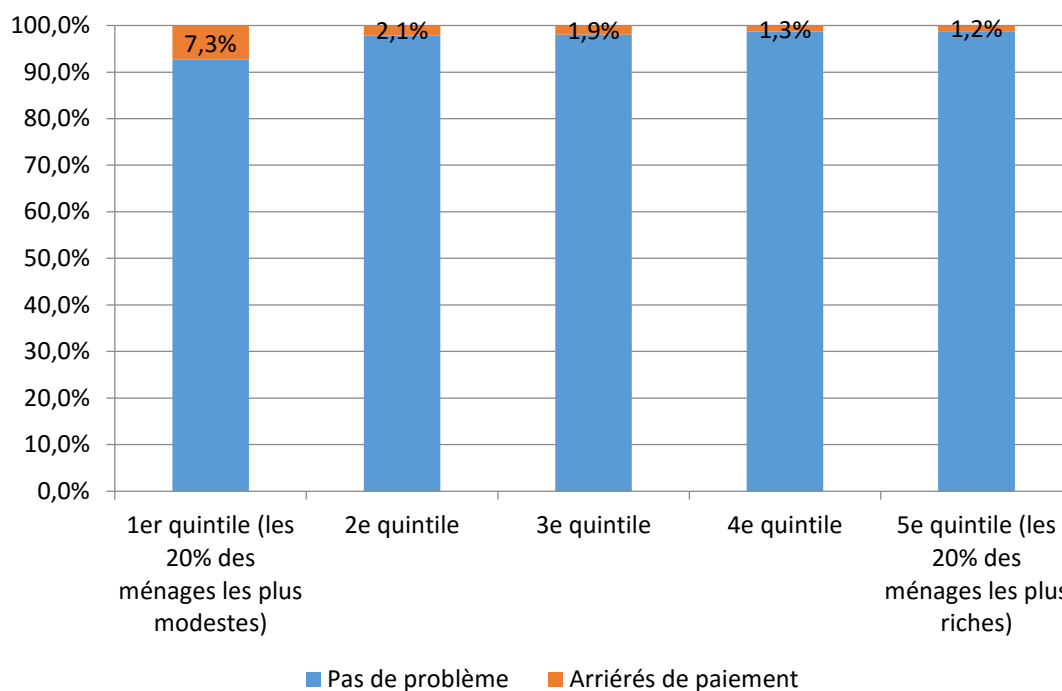
	Pas de problème	Arriérés de paiement
2003	97,1%	2,9%
2004	97,7%	2,3%
2005	98,1%	1,9%
2006	99,0%	1,0%
2007	98,3%	1,7%
2008	98,9%	1,1%
2009	98,1%	1,9%
2010	98,7%	1,3%
2011	98,3%	1,7%
2012	98,7%	1,3%
2013	97,2%	2,8%

Source : PSELL-3/EU-SILC (2003-2013), LISER, STATEC.

Note de lecture : en 2013, 2,8% des ménages résidant au Grand-Duché de Luxembourg avaient connu des arriérés de paiement au cours des douze derniers mois, contre 2,9% en 2003.

Décomposition selon le niveau de vie du ménage : cette fois encore, les ménages appartenant au premier quintile de niveau de vie ont plus fréquemment connu des arriérés dans le paiement de leur loyer ou le remboursement de leur emprunt au cours des douze derniers mois : c'est le cas de 7,3% de ceux appartenant au 1^{er} quintile de niveau de vie, contre seulement 1,2% des ménages du 5^e quintile en 2013 (cf. Graphique 2).

Graphique 2 : Part des ménages ayant des arriérés de paiement selon leur quintile de niveau de vie en 2013



Source : Enquête PSELL-3/EU-SILC (2013), LISER, STATEC.

Note de lecture : en 2013, 7,3% des ménages appartenant au 1^{er} quintile de niveau de vie avaient connu des arriérés de paiement au cours des douze derniers mois pour payer leur loyer ou les remboursements de leur emprunt, contre seulement 1,2% des ménages appartenant au 5^e quintile de niveau de vie.

Estimation du nombre de ménages concernés : environ **5 600 ménages** en 2013.

Pour un nombre de ménages résidant au Grand-Duché de Luxembourg estimé à 205 000 en 2013, 2,8% des ménages en situation d'arriérés de paiement implique que la population concernée peut être estimée à 5 600 ménages environ pour l'année 2013. Cela représente environ 14 700 individus. Il s'agit d'une nette hausse par rapport à la population estimée en 2012.

4. Les personnes vivant dans de mauvaises conditions d'habitat

Cette section vise à recenser l'ensemble des logements présentant des problèmes de confort *et/ou* les situations où le logement ne correspond pas *stricto sensu* aux besoins du ménage qui y loge (indépendamment des qualités intrinsèques du logement). Il s'agit ainsi d'un dénombrement des ménages qui n'ont souvent pas d'autre choix vu leur situation financière et le marché immobilier tendu. Ils acceptent de renoncer à des conditions de vie décentes et s'arrangent à habiter dans des conditions inconfortables ou même indignes.

Quatre indicateurs complémentaires sont proposés ici pour rendre compte de ces difficultés :

1. Un indicateur de **confort technique du logement**, qui rend compte de la présence des éléments de confort minimaux qu'un logement salubre devrait présenter ;
2. Un indicateur de **surpeuplement du logement**, qui confronte le logement occupé réellement par le ménage avec les besoins de ce ménage compte-tenu de sa composition ;
3. Un indicateur de **précarité énergétique**, qui met en évidence les ménages pour lesquels il est difficile de faire face aux charges liées au logement (soit pour des raisons purement financières, soit parce que le logement est très gourmand en énergie, pour le chauffage notamment parce qu'il est mal isolé ou que les appareils de chauffage ne sont plus performants) ;
4. Un indicateur de **salubrité et de modernité du logement**, qui permet d'identifier les ménages souffrant de problèmes d'insalubrité (fuites dans la toiture, humidité ou moisissures, ainsi que problèmes d'étanchéité au niveau des fenêtres ou des portes) ou de problèmes de vétusté en déclarant devoir faire de grosses réparations sur certains de leurs équipements (installation électrique ou sanitaire, fenêtres ou murs intérieurs) ;

Ces quatre indicateurs sont successivement présentés, puis les populations concernées par ces problèmes sont comparées afin d'estimer le nombre de ménages potentiellement concernés par au moins l'un de ces cinq problèmes au Grand-Duché de Luxembourg.

Indicateur n°4.1 – Confort technique du logement

Description de l'indicateur : un logement dispose du confort technique lorsque celui-ci est équipé des quatre éléments de confort suivants : 1) une salle de bains indépendante (au moins) ; 2) un WC intérieur (au moins) ; 3) l'eau chaude courante ; 4) le chauffage.

Source des données : il s'agit d'un indicateur produit annuellement par l'Observatoire de l'Habitat du Ministère du Logement à partir de l'enquête PSELL-3/EU-SILC (2003-2013), réalisée par le LISER et le STATEC.¹⁹

Evolution de l'indicateur : la part des ménages ne disposant pas du confort technique dans leur logement est très faible au Grand-Duché de Luxembourg par rapport aux pays voisins. Cette proportion s'est réduite depuis une décennie, passant de 2,9% des ménages en 2003 à seulement 0,9% des ménages en 2013.

Illustration 6 : Part des ménages bénéficiant du confort technique dans leur logement, de 2003 à 2013

	Confort technique satisfaisant	Confort technique insuffisant
2003	97,1%	2,9%
2004	97,4%	2,6%
2005	98,0%	2,0%
2006	97,8%	2,2%
2007	97,7%	2,3%
2008	98,2%	1,8%
2009	98,1%	1,9%
2010	98,2%	1,8%
2011	98,8%	1,2%
2012	98,7%	1,3%
2013	99,1%	0,9%

Source : Ministère du Logement - Observatoire de l'Habitat, à partir de l'enquête PSELL-3/EU-SILC (2003-2013), CEPS/INSTEAD, STATEC.

Note de lecture : en 2013, seuls 0,9% des ménages vivaient dans un logement dans lequel il manquait au moins l'un des quatre éléments de confort suivants : 1) une salle de bains indépendante (au moins) ; 2) un WC intérieur (au moins) ; 3) l'eau chaude courante ; 4) le chauffage.

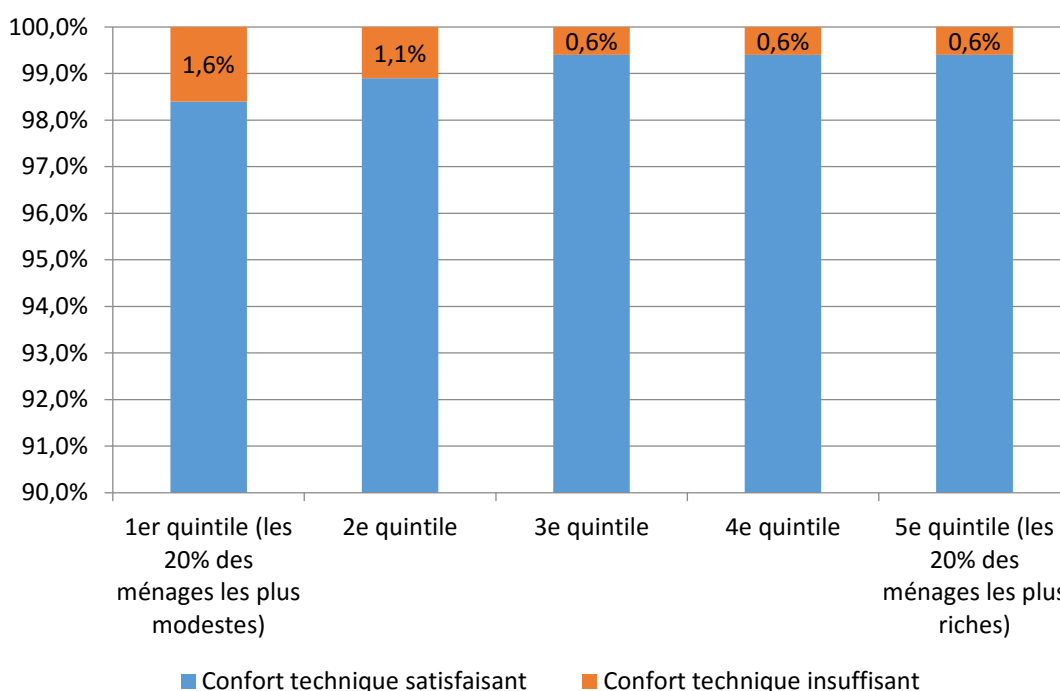
Décomposition selon le niveau de vie du ménage : l'absence de confort technique est plus fréquente parmi les ménages appartenant au 1^{er} quintile de niveau de vie (soit les 20% des ménages les plus modestes)²⁰. Parmi ces ménages, 1,6% vivaient dans un logement dans lequel il manquait au moins

¹⁹ Cet indicateur traite l'une des cinq dimensions du confort des logements mesurées par l'Observatoire de l'Habitat, aux côtés du confort de bien-être matériel (ou confort de salubrité), du confort de modernité (absence de vétusté), du confort spacieux (mesurant l'adéquation de l'espace fourni par le logement en comparaison des besoins du ménage) et enfin du confort de cadre de vie (en lien avec l'environnement du logement, la luminosité, le bruit, la pollution ou encore la délinquance perçues dans le quartier).

²⁰ Un quintile correspond à exactement 20% des valeurs de la distribution. Le premier quintile de niveau de vie correspond ainsi aux 20% des ménages qui ont le niveau de vie le plus modeste.

l'un des quatre éléments de confort technique (une salle de bains indépendante au moins, un WC intérieur au moins, l'eau chaude courante, et le chauffage). L'absence de confort technique est en revanche extrêmement rare parmi les ménages appartenant aux 3^e, 4^e et 5^e quintiles de niveau de vie (soit au total les 60% des ménages les plus aisés) : seuls 0,6% de ces ménages sont concernés.

Graphique 3 : Part des ménages bénéficiant du confort technique selon leur quintile de niveau de vie en 2013



Source : Ministère du Logement - Observatoire de l'Habitat, à partir de l'enquête PSELL-3/EU-SILC (2012), LISER, STATEC.

Note de lecture : en 2013, 1,6% des ménages appartenant au 1^{er} quintile de niveau de vie vivaient dans un logement présentant un problème de confort technique, contre seulement 0,6% des ménages appartenant au 5^e quintile de niveau de vie.

Estimation du nombre de ménages concernés : environ **1 800 ménages** en 2013.

Pour un nombre de ménages résidant au Grand-Duché de Luxembourg estimé à 205 000 en 2013, 0,9% des ménages souffrant d'un problème de confort technique des logements implique que la population concernée peut être estimée à 1 800 ménages environ pour l'année 2013. Cela représente près de 3 400 individus en 2013.

En 2013, les quintiles font référence aux valeurs suivantes : le 1^{er} quintile regroupe les ménages dont le niveau de vie est inférieur à 1854 € par mois et par unité de consommation (soit 1854 € par mois pour un célibataire, 2781 € pour un couple sans enfant, 3337 € pour un couple avec un enfant, etc.) ; le 2^e quintile ceux dont le niveau de vie est compris entre 1854 € et moins de 2557 € et ; le 3^e quintile : entre 2557 € et moins de 3265 € ; le 4^e quintile : entre 3265 € et moins de 4384 € ; le 5^e quintile : 4384 € et plus.

Indicateur n°4.2 – Surpeuplement du logement

Description de l'indicateur : La mesure objective du confort spacieux repose sur une définition adoptée par l'Union européenne en 2009. Elle correspond au rapport entre le nombre de pièces et le nombre de personnes composant le ménage, considérant les éléments suivants : 1) Une chambre pour chaque couple ; 2) Une chambre pour chaque individu âgé d'au moins 18 ans ; 3) Une chambre pour deux individus du même sexe, âgés de 12 à 17 ans ; 4) Une chambre pour chaque individu de sexe différent, âgé entre 12 et 17 ans ; 5) Une chambre pour deux enfants de moins de 12 ans, indépendamment du sexe ; 6) Une pièce de vie pour chaque ménage, en plus des précédents critères relatifs aux chambres à coucher.

Le logement est adapté si le nombre de chambres est égal ou supérieur aux besoins. Le ménage est en situation de « surpeuplement modéré » s'il manque une pièce de vie, et en situation de « surpeuplement accentué » s'il manque 2 pièces de vie ou davantage.

Par conséquent, les occupants de studios (même lorsqu'il s'agit d'une personne seule) sont considérés en situation de surpeuplement modéré puisqu'ils ne disposent pas simultanément d'une pièce de séjour et d'une pièce de nuit (chambre à coucher). C'est pourquoi la notion de surpeuplement modéré se réfère à une vision assez stricte des normes de peuplement du logement.

Source des données : il s'agit également d'un indicateur produit annuellement par l'Observatoire de l'Habitat du Ministère du Logement à partir de l'enquête PSELL-3/EU-SILC (2003-2013), réalisée par le LISER et le STATEC.

Evolution de l'indicateur : le nombre de ménages en situation de surpeuplement n'a que peu évolué au cours de la dernière décennie. En 2013, 5,5% des ménages vivent ainsi en situation de surpeuplement modéré (contre 6,9% en 2003), et 0,7% sont en situation de surpeuplement accentué (cf. Illustration 7).

Illustration 7 : Part des ménages vivant dans un logement surpeuplé, de 2003 à 2013

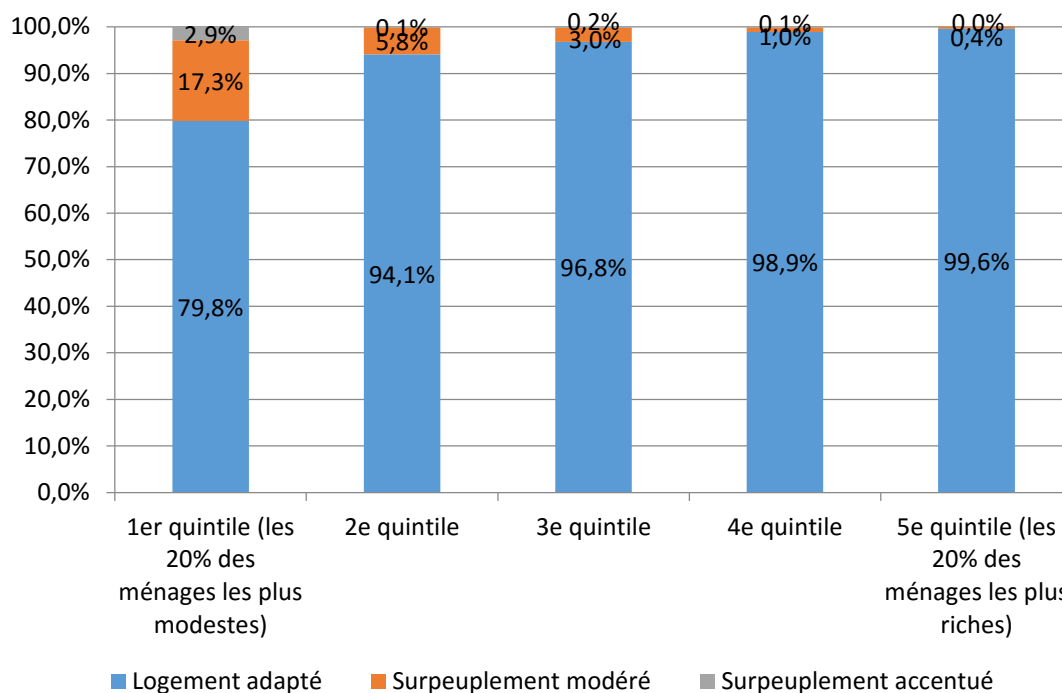
	Logement adapté	Surpeuplement modéré	Surpeuplement accentué
2003	92,4%	6,9%	0,7%
2004	91,5%	7,6%	0,9%
2005	90,9%	8,4%	0,7%
2006	92,0%	7,3%	0,7%
2007	92,0%	7,4%	0,6%
2008	91,8%	7,5%	0,7%
2009	93,5%	6,2%	0,3%
2010	91,8%	7,5%	0,7%
2011	92,9%	6,4%	0,7%
2012	93,2%	6,1%	0,7%
2013	93,8%	5,5%	0,7%

Source : Ministère du Logement - Observatoire de l'Habitat, à partir de l'enquête PSELL-3/EU-SILC (2003-2013), LISER, STATEC.

Note de lecture : en 2013, 5,5% des ménages se trouvaient en situation de surpeuplement modéré (il leur manquait une pièce de vie compte tenu de la composition du ménage) et 0,7% des ménages vivaient en situation de surpeuplement accentué (il leur manquait deux pièces de vie ou davantage).

Décomposition selon le niveau de vie du ménage : les problèmes de surpeuplement concernent avant tout les ménages les plus modestes, qui vivent plus fréquemment en appartement et sont également plus souvent locataires de leur logement. Parmi le premier quintile de niveau de vie, seuls 79,8% des ménages vivent ainsi dans un logement adapté à leurs besoins en 2013, alors que 17,3% sont en situation de surpeuplement modéré et 2,9% en surpeuplement accentué. Parmi les 4^e et 5^e quintiles de niveau de vie (plus fréquemment des ménages propriétaires ou accédants à la propriété, vivant plus souvent dans une maison individuelle), seuls moins de 1% des ménages connaissent des situations de surpeuplement modéré, et le surpeuplement accentué est quasi inexistant (cf. Graphique 4).

Graphique 4 : Part des ménages vivant dans un logement surpeuplé selon leur quintile de niveau de vie en 2013



Source : Ministère du Logement - Observatoire de l'Habitat, à partir de l'enquête PSELL-3/EU-SILC (2013), LISER, STATEC.

24

Note de lecture : en 2013, 17,3% des ménages appartenant au 1^{er} quintile de niveau de vie vivaient en situation de surpeuplement modéré, contre seulement 0,4% des ménages appartenant au 5^e quintile de niveau de vie.

Estimation du nombre de ménages concernés : environ **1 400 ménages** en surpeuplement **accentué** en 2013.

Pour un nombre de ménages résidant au Grand-Duché de Luxembourg estimé à 205 000 en 2013, 0,7% des ménages vivant en situation de surpeuplement accentué implique que la population concernée peut être estimée à 1 400 ménages environ pour l'année 2013. Cela représente environ 5 900 individus en 2013.

Au-delà, 5,5% des ménages vivent en surpeuplement modéré, ce qui revient à environ 11 300 ménages (regroupant environ 25 100 individus). Au total, ce sont donc 12 700 ménages environ qui sont concernés par un surpeuplement.

Vu que le surpeuplement modéré représente un problème de moindre importance, **le tableau de bord final ne retient que les ménages touchés par le surpeuplement accentué.**

Indicateur n°4.3 – Précarité énergétique

Description de l'indicateur : Un ménage est considéré en situation de précarité énergétique s'il déclare au moins l'un des 2 problèmes suivants : 1) ne pas disposer de suffisamment de moyens pour chauffer son logement ; 2) ne pas avoir pu payer ses factures d'électricité, de gaz, d'eau et de chauffage par manque de moyens financiers au cours des 12 derniers mois.

Source des données : les données sont issues de l'enquête PSELL-3/EU-SILC (2003-2013), réalisée par le LISER et le STATEC.

Evolution de l'indicateur : le nombre de ménages en situation de précarité énergétique s'est réduit de moitié au Grand-Duché de Luxembourg entre 2003 et 2012, passant de 5,6% en 2003 à 2,5% en 2012. En 2013, la part des ménages en situation de précarité énergétique a toutefois affiché un léger rebond, pour atteindre 4% des ménages (cf. Illustration).

Illustration 8 : Part des ménages faisant face à un problème de précarité énergétique, de 2003 à 2013

25

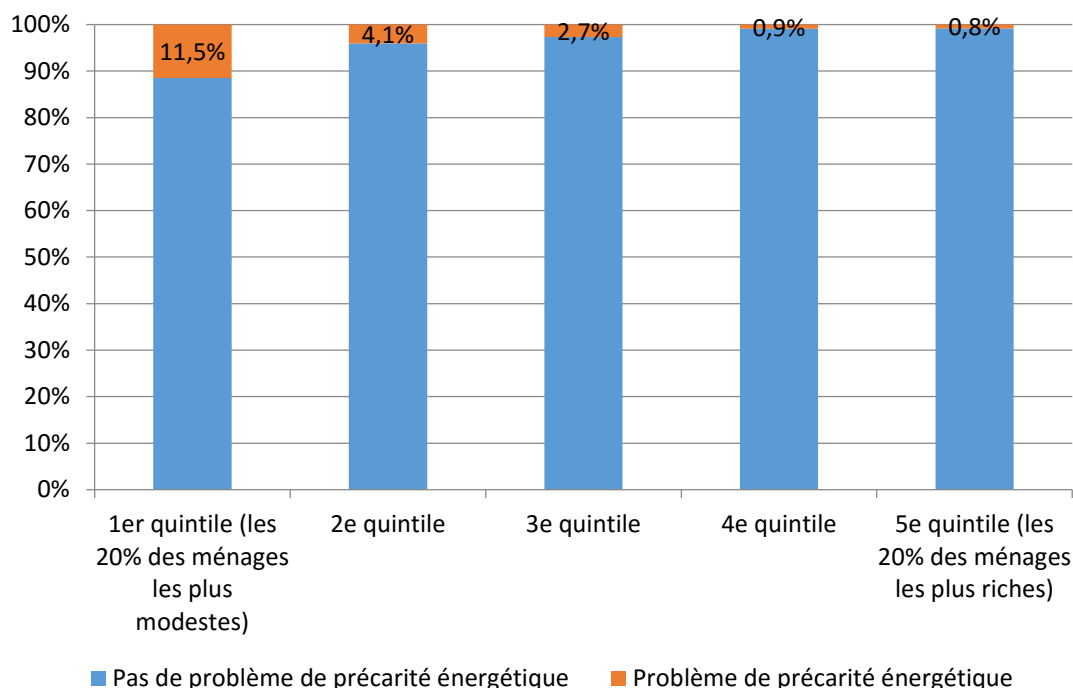
	Pas de problème de précarité énergétique	Problème de précarité énergétique
2003	94,4%	5,6%
2004	95,7%	4,3%
2005	96,7%	3,3%
2006	97,8%	2,2%
2007	97,6%	2,4%
2008	98,2%	1,8%
2009	97,6%	2,4%
2010	97,8%	2,2%
2011	97,2%	2,8%
2012	97,5%	2,5%
2013	96,0%	4,0%

Source : Enquête PSELL-3/EU-SILC (2003-2013), LISER, STATEC.

Note de lecture : en 2013, 4,0% des ménages se trouvaient en situation de précarité énergétique, c'est-à-dire qu'ils déclaraient l'un des deux problèmes suivants : 1) ne pas disposer de suffisamment de moyens pour chauffer le logement ; 2) ne pas avoir pu payer les factures d'électricité, de gaz, d'eau et de chauffage par manque de moyens financiers au cours des 12 derniers mois.

Décomposition selon le niveau de vie du ménage : là encore, les problèmes de précarité énergétique concernent essentiellement les ménages les plus modestes. Parmi ceux appartenant au 1^{er} quintile de niveau de vie, ils sont 11,5% à déclarer ne pas pouvoir chauffer convenablement leur logement ou ne pas avoir pu payer à temps leurs factures énergétiques au cours des douze derniers mois. La précarité énergétique ne concerne en revanche que 0,8% des ménages appartenant au 5^e quintile de niveau de vie (cf. Graphique 5).

Graphique 5: Part des ménages faisant face à un problème de précarité énergétique selon leur quintile de niveau de vie en 2013



Source : Enquête PSELL-3/EU-SILC (2013), LISER, STATEC.

Note de lecture : en 2013, 11,5% des ménages appartenant au 1^{er} quintile de niveau de vie déclaraient être en situation de précarité énergétique, contre seulement 0,8% des ménages appartenant au 5^e quintile de niveau de vie.

Estimation du nombre de ménages concernés : environ **8 200 ménages** en 2013.

Pour un nombre de ménages résidant au Grand-Duché de Luxembourg estimé à 205 000 en 2013, 4,0% des ménages se déclarant en situation de précarité énergétique implique que la population concernée peut être estimée 8 200 ménages environ pour l'année 2013, soit plus de 20 600 individus.

Indicateur n°4.4 – Salubrité et modernité du logement

Description de l'indicateur : Un logement ne présente pas de problème d'insalubrité lorsque celui-ci ne cumule pas les deux conditions suivantes : 1) des fuites dans la toiture, de l'humidité dans les murs, les sols ou les fondations, ou des moisissures dans les cadres de fenêtres ou le sol ; 2) des problèmes d'étanchéité au niveau des fenêtres ou des portes.

Au-delà de cette dimension du confort, qui témoigne de la **salubrité** d'un logement, il est utile de s'interroger également sur la **modernité** ou au contraire la vétusté d'un logement. Parmi les ménages qui vivent dans un logement salubre, nous allons donc utiliser les déclarations sur la modernité de leurs installations pour compléter l'indicateur de confort de salubrité précédent.

Dans ce cadre, on considère qu'un logement ne présente pas de problème de vétusté prononcée lorsque les ménages déclarent qu'aucune des installations suivantes nécessite de **grosses réparations** : 1) l'installation électrique ; 2) l'installation sanitaire ; 3) les fenêtres ; 4) les murs intérieurs.

Source des données : les données sont issues de l'enquête PSELL-3/EU-SILC (2003-2013), réalisée par le LISER et le STATEC. Les deux subdivisions de l'indicateur sont produites annuellement par l'Observatoire de l'Habitat du Ministère de Logement.

Evolution de l'indicateur : le nombre de ménages souffrant de problèmes d'insalubrité ou de vétusté prononcée s'est réduit au Grand-Duché de Luxembourg depuis 2003. En 2013, 89,9% des ménages ne souffrent ainsi d'aucun de ces deux problèmes (contre 85,5% en 2003). Seuls 5,0% des ménages souffrent d'un problème d'insalubrité, alors que 5,1% déclarent un problème de vétusté prononcée sans toutefois avoir un problème d'insalubrité (cf. Illustration).

Illustration 9 : Part des ménages souffrant de problèmes d'insalubrité ou de vétusté prononcée, de 2003 à 2013

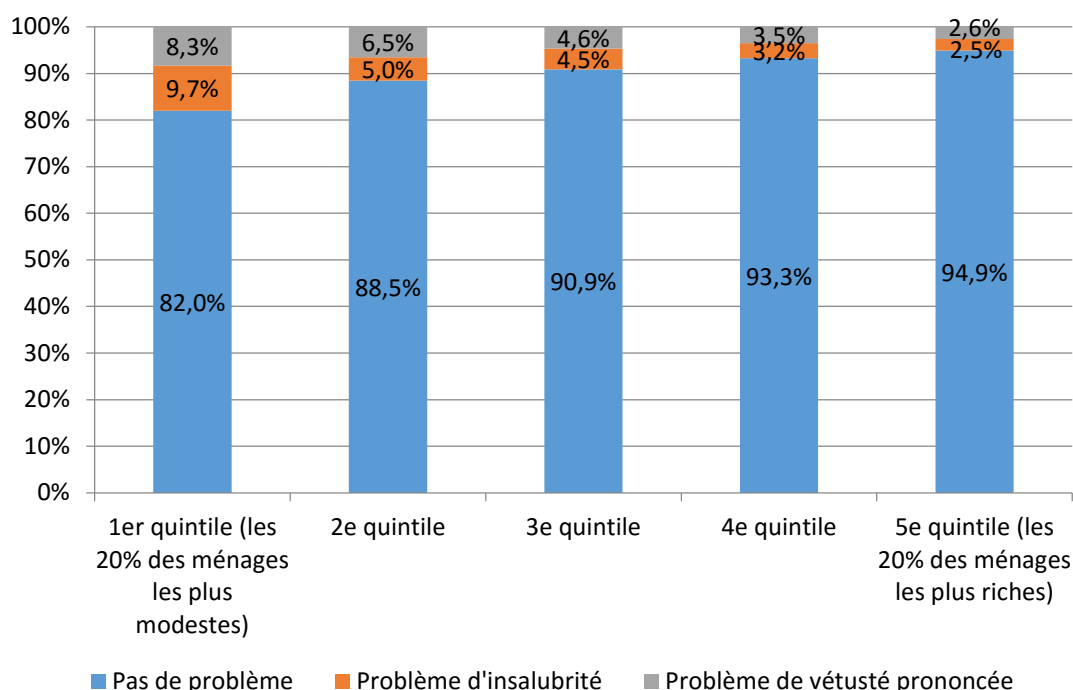
	Pas de problème d'insalubrité ou de vétusté prononcée	Problème d'insalubrité	Problème de vétusté prononcée (mais pas d'insalubrité)
2003	85,5%	6,0%	8,5%
2004	85,7%	5,3%	8,9%
2005	89,8%	4,4%	5,8%
2006	90,0%	4,9%	5,2%
2007	88,5%	4,1%	7,4%
2008	90,2%	4,6%	5,3%
2009	89,7%	4,7%	5,6%
2010	92,0%	3,4%	4,6%
2011	91,1%	4,0%	4,9%
2012	90,1%	4,9%	5,0%
2013	89,9%	5,0%	5,1%

Source : Ministère du Logement – Observatoire de l'Habitat à partir de l'enquête PSELL-3/EU-SILC (2003-2013), LISER, STATEC.

Note de lecture : en 2013, 89,9% des ménages vivaient dans un logement ne présentant ni problème d'insalubrité, ni problème de vétusté prononcée, 5,0% des ménages vivaient dans des logements présentant un problème d'insalubrité, et 5,1% des ménages déclaraient un problème de vétusté prononcée (sans souffrir toutefois de problème d'insalubrité).

Décomposition selon le niveau de vie du ménage : là encore, les problèmes d'insalubrité ou de vétusté prononcée concernent essentiellement les ménages les plus modestes. Parmi ceux appartenant au 1^{er} quintile de niveau de vie, ils sont 9,7% à vivre dans un logement présentant un problème d'insalubrité (contre seulement 2,5% des ménages du 5^e quintile), et 8,3% à déclarer un problème de vétusté prononcée (contre 2,6% des ménages du 5^e quintile) (cf. Graphique 6).

Graphique 6 : Part des ménages souffrant de problèmes d'insalubrité ou de vétusté prononcée selon leur quintile de niveau de vie en 2013



Source : Ministère du Logement – Observatoire de l'Habitat à partir de l'enquête PSELL-3/EU-SILC (2013), LISER, STATEC.

Note de lecture : en 2013, seuls 82,0% des ménages appartenant au 1^{er} quintile de niveau de vie ne souffraient ni de problème d'insalubrité, ni de problème de vétusté prononcée, contre 94,9% des ménages appartenant au 5^e quintile de niveau de vie.

Estimation du nombre de ménages concernés : environ **10 200 ménages** en 2013 souffrent de problèmes d'insalubrité du logement.

Pour un nombre de ménages résidant au Grand-Duché de Luxembourg estimé à 205 000 en 2013, 5,0% des ménages souffrant de problèmes d'insalubrité du logement implique que la population concernée peut être estimée 10 200 ménages environ pour l'année 2013. Cela représente environ 26 700 individus en 2013.

Le nombre de ménages ne souffrant pas de problèmes d'insalubrité du logement mais déclarant un problème de vétusté prononcée peut quant à lui être estimé à 10 400 ménages en 2013, soit près de 25 300 individus. Vu que l'indicateur de vétusté est basé sur du déclaratif des ménages et que les ménages ont des perceptions différentes à partir de quel moment il faut réaliser de grandes réparations, cet indicateur est très subjectif et difficilement comparable d'un ménage à l'autre. Pour cette raison, **seuls les ménages rencontrant des problèmes d'insalubrité seront repris dans le tableau de bord final.**

5. Conclusions

Le présent rapport visait à apporter des éléments d'analyse dans le cadre de l'Action 8 de l'Objectif III de la stratégie nationale contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement : il s'agissait de proposer une adaptation des typologies existantes et des indicateurs pertinents pour l'analyse de l'exclusion liée au logement au Luxembourg, puis de réaliser une estimation du nombre total de personnes touchées par le phénomène. Il est en effet important d'assurer un suivi régulier de l'envergure de l'exclusion liée au logement au Grand-Duché de Luxembourg, ainsi que d'identifier les personnes en situation de fragilité, c'est-à-dire susceptibles de « basculer » dans le sans-abrisme en cas de coup dur (divorce, séparation, perte d'emploi, baisse des revenus, etc.).

Il en ressort que la situation du Luxembourg en matière d'exclusion du logement est, à de multiples égards, plutôt favorable au Grand-Duché de Luxembourg. Toutefois, les indicateurs mobilisés ici permettent d'identifier plusieurs catégories de ménages en situation de fragilité financière vis-à-vis de leur logement et/ou vivant dans de mauvaises conditions d'habitat :

- Les locataires sur le marché privé, qui ont été très impactés par les fortes hausses de loyers observées sur la dernière décennie. Ce groupe est d'autant plus fragilisé que le marché locatif social est encore assez réduit et que de nombreux ménages à revenus modestes sont donc obligés de se tourner vers le marché locatif privé ;
- Les ménages jeunes les plus pauvres sont ainsi sur-représentés parmi les locataires dans le parc privé. Ils consacrent assez fréquemment plus de 40% de leur revenu disponible aux dépenses de logement, et sont fortement dépendants des évolutions du marché du logement.

Ces deux populations, très largement imbriquées, sont donc celles qui présentent le risque le plus élevé de basculer vers l'exclusion liée au logement.

Références bibliographiques

- Bousch Patrick & Licheron Julien (2012) : « Demande et besoins en logements au Luxembourg : Quelles solutions potentielles pour les acteurs publics ? », in Schronen Danielle & Urbé Robert (dir.), *SozialAlmanach 2012 – Schwerpunkt: Nachhaltiges Wohnen*, Confédération CARITAS Luxembourg, mars 2012, pp. 250-259. <http://www.caritas.lu/Ce-que-nous-disons/Sozialalmanach>
- CECODHAS - Housing Europe (2012) : *Logement social européen 2012 – Les rouages d'un secteur*, Octobre 2011, 104 p. <http://www.housingeurope.eu/resource-105/the-housing-europe-review-2012>
- CECODHAS - Housing Europe (2015) : *The State of Housing in the EU 2015*, Mai 2015, 110 p. <http://www.housingeurope.eu/resource-468/the-state-of-housing-in-the-eu-2015>
- CEPS/INSTEAD (2007) : *L'exclusion liée au logement des personnes prises en charge par les centres de jour, les foyers de nuit, les centres d'accueil et les logements encadrés : Dénombrement et caractéristiques*, Rapport pour le Ministère de la Famille et de l'Intégration, février 2007, 72 p. <https://www.gouvernement.lu/762760/etudeceps.pdf>
- Conseil Economique et Social (2013) : *L'accès à un logement abordable*, Avis du CES, octobre 2013, 126 p. <http://www.ces.public.lu/fr/actualites/2013/10/ass-pleniere-28-10/avis-logement-28-10-2013-.pdf>
- FEANTSA (2012) : *On the Way Home? FEANTSA Monitoring Report on Homelessness and Homeless Policies in Europe*, Fédération Européenne des Associations Nationales Travaillant avec les Sans-Abri, AISBL, 92 p. <http://www.feantsa.org/spip.php?article854&lang=en>
- Fusco Alessio (2015) : « The relationship between income and housing deprivation : A longitudinal analysis », *Economic Modelling*, vol. 49 (Septembre 2015), pp. 137-143, DOI : [10.1016/j.econmod.2015.04.002](https://doi.org/10.1016/j.econmod.2015.04.002)
- Hoffmann Marco (2009) : « L'accès au logement décent et abordable. La politique luxembourgeoise du logement au cours de la dernière période législative », in Schronen Danielle & Urbé Robert (dir.), *Sozialalmanach 2009 – Schwerpunkt: Nachhaltigkeit der sozialen Sicherung*, Confédération Caritas Luxembourg, pp. 99-109. <http://www.caritas.lu/Ce-que-nous-disons/Sozialalmanach>
- Hoffmann Marco (2012) : « Sortir de l'échec : La politique du logement au Luxembourg », in Schronen Danielle & Urbé Robert : *SozialAlmanach 2012 – "Schwerpunkt: Nachhaltiges Wohnen*, Confédération CARITAS Luxembourg, mars 2012, pp. 134-156. <http://www.caritas.lu/Ce-que-nous-disons/Sozialalmanach>
- Hoffmann Marco (2014) : « Après le déluge ? La politique du logement au Luxembourg », in Georges Nathalie, Schronen Danielle & Urbé Robert : *SozialAlmanach 2014 – "Schwerpunkt: Recht op Aarbecht*, Confédération CARITAS Luxembourg, mars 2014, pp. 113-126. <http://www.caritas.lu/Ce-que-nous-disons/Sozialalmanach>
- Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg (2014) : *Rapport Social National 2015*, Avril 2014, 17 p. <http://www.mfi.public.lu/publications/Solidarite/RSN2014versionapprouveeCG.pdf>
- Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg (2015) : *Rapport Social National 2015*, Avril 2015, 20 p. <http://www.mfi.public.lu/publications/Solidarite/RSN-2015.pdf>
- Kneip René (2008) : « L'accès au logement pour tous ! », in Schronen Danielle & Urbé Robert (dir.) : *Sozialalmanach 2008. Schwerpunkt: Kinderarmut & Bildung*, Confédération Caritas Luxembourg, pp. 25-35. <http://www.caritas.lu/Ce-que-nous-disons/Sozialalmanach>

- Kneip René (2010) : « Stratégies globales pour mettre fin au sans-abrisme en Europe et au Luxembourg », *Forum* n°300, Octobre 2010, pp. 52-55. https://www.forum.lu/wp-content/uploads/2010/10/7003_300_Kneip.pdf
- Ministère de la Famille et de l'Intégration (2011) : *Exclusion sociale liée au logement et au sans-abrisme – D'un état des lieux vers une stratégie nationale*, Grand-Duché de Luxembourg, 29 p. <http://www.mfi.public.lu/publications/Solidarite/EtatLieuSansAbrisme.pdf>
- Ministère de la Famille et de l'Intégration (2013) : *Stratégie nationale contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement*, Grand-Duché de Luxembourg, 11 p. <http://www.mfi.public.lu/publications/Solidarite/StrategieNationaleSans-abrismeExclusionLogement2013-2020.pdf>
- Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région (2014) : *Rapport d'Activité 2014*, Grand-Duché de Luxembourg, 247 p. http://www.mfi.public.lu/publications/01_rapports-activite/rapp_act_2014.pdf
- Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région (2015) : *Recensement des structures d'hébergement à la date du 15 mars 2015*, Grand-Duché de Luxembourg, 10 p. http://www.mfi.public.lu/publications/Solidarite/RecensementStructuresHebergement_15mars2015.pdf
- Observatoire de l'Habitat (2008) : « Evolution du poids des remboursements d'emprunt et des loyers dans le revenu des ménages entre 1996 et 2006 », *Note de l'Observatoire de l'Habitat* n°10, Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, juin 2008, 4 p. http://observatoire.ceps.lu/pdfs/Note10_A4.pdf
- Observatoire de l'Habitat (2009a) : « Impact du coût du logement sur le budget des ménages selon leur niveau de vie en 1996 et en 2006 », *Note de l'Observatoire de l'Habitat* n°11, Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, février 2009, 4 p. http://observatoire.ceps.lu/pdfs/Note11_A4.pdf
- Observatoire de l'Habitat (2009b) : « Préférences et satisfaction résidentielle des habitants du Luxembourg – Un aperçu », *Note de l'Observatoire de l'Habitat* n°12, Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, mai 2009, 4 p. http://observatoire.ceps.lu/pdfs/Note12_A4.pdf
- Observatoire de l'Habitat (2010) : « Des actifs résidents devenus frontaliers – Analyse d'un phénomène émergent », *Note de l'Observatoire de l'Habitat* n°14, Ministère du Logement, mars 2010, 6 p. http://observatoire.ceps.lu/pdfs/Note14_A4.pdf
- Observatoire de l'Habitat (2011a) : « Quels choix de logement pour les résidents luxembourgeois et étrangers entre 2003 et 2009 ? », *Note de l'Observatoire de l'Habitat* n°16, Ministère du Logement, juin 2011, 4 p. http://observatoire.ceps.lu/pdfs/Note16_A4.pdf
- Observatoire de l'Habitat (2011b) : « Les locataires peuvent-ils acheter plus facilement un logement correspondant à leurs besoins en 2009 qu'en 2005 ? », *Note de l'Observatoire de l'Habitat* n°17, Ministère du Logement, décembre 2011, 6 p. http://observatoire.ceps.lu/pdfs/Note17_A4.pdf
- Observatoire de l'Habitat (2014) : « Portrait des locataires du marché privé », *Note de l'Observatoire de l'Habitat* n°19, Ministère du Logement, octobre 2014, 6 p. http://observatoire.ceps.lu/pdfs/Note19_A4.pdf
- Peltier François (2011) : « Projection des ménages privés et des besoins en logements 2010-2030 », STATEC, Coll. *Economie et Statistiques* n° 55, Septembre 2011, 53 p. <http://www.statistiques.public.lu/catalogue-publications/economie-statistiques/2011/55-2011.pdf>
- Peltier François (2015) : « Regards sur les bâtiments achevés en 2013 », STATEC, Coll. *Regards* n°15, Décembre 2015, 4 p. <http://www.statistiques.public.lu/catalogue-publications/regards/2015/PDF-15-2015.pdf>
- STATEC & Observatoire de l'Habitat du Ministère du Logement (2014) : *Le Logement en chiffres au Grand-Duché de Luxembourg* n°1, octobre 2014, 8 p. http://observatoire.ceps.lu/pdfs/Logement_chiffres_2014T2.pdf

- STATEC & Observatoire de l'Habitat du Ministère du Logement (2015a) : *Le Logement en chiffres au Grand-Duché de Luxembourg n°2*, mars 2015, 8 p.
http://observatoire.ceps.lu/pdfs/Logement_chiffres_2014T4.pdf
- STATEC & Observatoire de l'Habitat du Ministère du Logement (2015b) : *Le Logement en chiffres au Grand-Duché de Luxembourg n°3*, octobre 2015, 8 p.
http://observatoire.ceps.lu/pdfs/Logement_chiffres_2015T2.pdf
- Zahlen Paul (2014a) : « Regards sur le statut d'occupation des logements », STATEC, Coll. *Regards n°26*, Décembre 2014, 4 p. <http://www.statistiques.public.lu/catalogue-publications/regards/2014/PDF-26-2014.pdf>
- Zahlen Paul (2014b) : « Regards sur la surface des logements », STATEC, Coll. *Regards n°27*, Décembre 2014, 4 p. <http://www.statistiques.public.lu/catalogue-publications/regards/2014/PDF-27-2014.pdf>
- Zahlen Paul (2014c) : « Regards sur la qualité du logement », STATEC, Coll. *Regards n°28*, Décembre 2014, 4 p. <http://www.statistiques.public.lu/catalogue-publications/regards/2014/PDF-28-2014.pdf>
- Zahlen Paul (2014d) : « Regards sur l'environnement des logements et l'accès aux services », STATEC, Coll. *Regards n°29*, Décembre 2014, 4 p. <http://www.statistiques.public.lu/catalogue-publications/regards/2014/PDF-29-2014.pdf>

Annexe 1 : Opérationnalisation et adaptation au Luxembourg de la typologie ETHOS

Le tableau suivant reprend pour chacune des catégories opérationnelles décrites par la typologie ETHOS, les situations de vie pertinentes dans le cas du Grand-Duché de Luxembourg, et l'identification des structures d'accueil apportant des solutions aux populations concernées par ces situations de vie.

Pour chacune des structures d'accueil, de même que la population concernée par la situation de vie, identifiées dans le tableau ci-dessous, les informations suivantes ont été extraites :

- L'appartenance d'une structure d'accueil à un groupe, une asbl ou une commune ;
- Le nombre total de personnes accueillies / concernées, si possible en distinguant entre femmes, hommes, filles et garçons ;
- Le fait qu'il s'agisse d'un centre d'accueil classique (CAC) ou d'un logement avec accompagnement (LEA) pour les structures d'accueil ;
- La source des données et l'année.

Catégorie conceptuelle		Catégorie opérationnelle		Situation de vie	Structure d'accueil existante au Luxembourg	Groupe	Total Personnes	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	CAC / LEA	Source
SANS-ABRI	1.	Personnes vivant dans un espace public	1.1.	"Habitant de la rue" en contact avec des travailleurs sociaux de la rue	/	/	30	/	/	/	/	/	Enquête sans abri (CEPS/INSTEAD), 2007
	2.	Personnes en hébergement d'urgence	2.1.	Abri d'accès direct	Abrigado	Comité National de Défense Sociale (CNDS)	16	6	10	0	0	CAC	MFI, 15.10.2014
			2.2.	Hébergement précaire	Hébergement au titre de l'Action Hiver	Gouvernement du Luxembourg	en moyenne 102 par nuit						MFI, 21 octobre 2013 – 31 mars 2014
			2.3.	Foyer de nuit	Foyer Ulysse	Caritas Accueil et Solidarité (CAS)	63	10	53	0	0	CAC	MFI, 15.10.2014
					Foyer Abrisud	Ville d'Esch-sur-Alzette	18	4	14	0	0	CAC	MFI, 15.10.2014

Catégorie conceptuelle		Catégorie opérationnelle		Situation de vie	Structure d'accueil existante au Luxembourg	Groupe	Total Personnes	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	CAC / LEA	Source
SANS LOGEMENT	3.	Personnes en foyer d'hébergement pour sans domicile fixe ou dans un logement provisoire	3.1.	Foyer de court séjour pour sans domicile	Foyer Obenthalt	Ville de Luxembourg	13	3	5	1	4	CAC	MFI, 15.10.2014
					Foyer Moulin d'Eydt	Ville de Luxembourg	39	11	6	11	11	CAC	MFI, 15.10.2014
			3.2.	Logement provisoire (de transition et durée de séjour définie)	CNDS-Wunnen (CAC)	Comité National de Défense Sociale (CNDS)	48	16	19	5	8	CAC	MFI, 15.10.2014
					COK & Résohaizer (Log. Encad.)	Caritas Accueil et Solidarité (CAS)	18	5	12	1	0	CAC	MFI, 15.10.2014

Catégorie conceptuelle		Catégorie opérationnelle		Situation de vie	Structure d'accueil existante au Luxembourg	Groupe	Total Personnes	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	CAC / LEA	Source
------------------------	--	--------------------------	--	------------------	---	--------	-----------------	--------	--------	--------	---------	-----------	--------

SANS LOGEMENT	4.	Personnes en foyer d'hébergement pour femmes	4.1.	Logement type "centre d'accueil"	Fraenhaus	Femmes en Détrresse asbl	15	8	0	2	5	CAC	MFI, 15.10.2014
					Foyer Paula Bové	Fondation Maison de la Porte Ouverte	27	10	0	6	11	CAC	MFI, 15.10.2014
					Foyer Edith Stein	Fondation Maison de la Porte Ouverte	11	6	0	3	2	CAC	MFI, 15.10.2014
					Foyer Maternel	Fondation Maison de la Porte Ouverte	11	4	0	5	2	CAC	MFI, 15.10.2014
					Foyer Sichem	Fondation Maison de la Porte Ouverte	40	16	0	5	19	CAC	MFI, 15.10.2014
					Foyer pour femmes	Fondation Pro Familia	22	10	0	7	5	CAC	MFI, 15.10.2014
					Foyer Sud	Conseil National des Femmes du Luxembourg asbl (CNFL)	22	10	0	5	7	CAC	MFI, 15.10.2014

Catégorie conceptuelle		Catégorie opérationnelle		Situation de vie	Structure d'accueil existante au Luxembourg	Groupe	Total Personnes	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	CAC / LEA	Source
SANS LOGEMENT	4.	Personnes en foyer d'hébergement pour femmes	4.2.	Logement accompagné	LEA - Femmes en Détresse	Femmes en Détresse asbl	102	45	10	29	18	LEA	MFI, 15.10.2014

					LEA Centre Ozanam	Fondation Maison de la Porte Ouverte	45	22	3	8	12	LEA	MFI, 15.10.2014
					LEA - Fondation Pro Familia	Fondation Pro Familia	19	8	0	8	3	LEA	MFI, 15.10.2014
					LEA - CNFL	Conseil National des Femmes du Luxembourg asbl (CNFL)	23	7	0	7	9	LEA	MFI, 15.10.2014
	5.	Personnes en hébergement pour immigrés	5.1.	Centres d'accueil pour Demandeurs de Protection Internationale (DPI)	DPI en procédure	OLAI	697	/	/	/	/	/	OLAI, septembre 2014
					Personnes déboutées (avec ou sans sursis d'éloignement)	OLAI	618	/	/	/	/	/	OLAI, septembre 2014
					Personnes avec papiers pour séjour légal sur le territoire	OLAI	189	/	/	/	/	/	OLAI, septembre 2014

Catégorie conceptuelle		Catégorie opérationnelle		Situation de vie	Structure d'accueil existante au Luxembourg	Groupe	Total Personnes	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	CAC / LEA	Source
SANS LOGEMENT	6.	Personnes sortant d'institutions	6.1.	Institutions de soins et hôpitaux	Domaine psychiatrique extra-hospitalier	Réseau Psy asbl, Cercle d'Entraide et de réadaptation pour malades mentaux (CERMM) asbl, Ligue Luxembourgeoise d'Hygiène Mentale (LLHM) asbl, Liewen Dobaussen asbl	220 lits	/	/	/	/	/	MFI, 2014

Catégorie conceptuelle		Catégorie opérationnelle		Situation de vie	Structure d'accueil existante au Luxembourg	Groupe	Total Personnes	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	CAC / LEA	Source
SANS LOGEMENT	7.	Bénéficiaires d'un accompagnement	7.1.	Logement accompagné	Wunnéngshëllef - CAC	Wunnéngshëllef asbl	26	13	13	0	0	CAC	MFI, 15.10.2014

		au logement à plus long terme		communautaire (destiné à un groupe d'utilisateurs bien défini)	Betreit Wunnen fir Jonk Leit	Betreit Wunnen Hesperange	6	3	3	0	0	CAC	MFI, 15.10.2014
					Maison Henri Dunant	Croix Rouge Aidsberodung	21	7	9	2	3	CAC	MFI, 15.10.2014
			7.2.	Logement accompagné individuel	Fondation Jugend- an Drogenhëllef - Les Niches	Fondation Jugend- an Drogenhëllef	80	22	36	13	9	LEA	MFI, 15.10.2014
					Stëmm vun der Strooss	Stëmm vun der Strooss asbl	23	5	18	0	0	LEA	MFI, 15.10.2014
					LEA - Wunnéngshëllef[1]	Wunnéngshëllef	257	94	51	55	57	LEA	MFI, 15.10.2014
					Ënnerdaach	Ënnerdaach asbl	100	30	15	23	32	LEA	MFI, 15.10.2014
					LEA - Caritas Accueil et Solidarité	Caritas Accueil et Solidarité (CAS)	42	11	30	1	0	LEA	MFI, 15.10.2014
					Co-labor	Co-labor	9	1	6	1	1	LEA	MFI, 15.10.2014
					La Main Tendue	La Main Tendue asbl	4	3	1	0	0	LEA	MFI, 15.10.2014
Catégorie conceptuelle		Catégorie opérationnelle		Situation de vie	Structure d'accueil existante au Luxembourg	Groupe	Total Personnes	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	CAC / LEA	Source

SANS LOGEMENT	7.	Bénéficiaires d'un accompagnement au logement à plus long terme	7.2.	Logement accompagné individuel	CNDS-Wunnen (LEA)	CNDS	22	10	9	1	2	LEA	MFI, 15.10.2014
					Housing First	CNDS	1	0	1	0	0	LEA	MFI, 15.10.2014

					Vollekischen & Nei Aarbecht	CNDS	29	3	24	1	1	LEA	MFI, 15.10.2014
					LEA - Croix-Rouge Aidsberodung	Croix-Rouge Aidsberodung	26	6	11	2	7	LEA	MFI, 15.10.2014
					Quai 57 Suchtberodungsstell	Arcus Kanner, Jugend a Famill asbl	5	1	4	0	0	LEA	MFI, 15.10.2014
					Ville d'Esch-sur-Alzette - LEA	Ville d'Esch-sur-Alzette	8	2	6	0	0	LEA	MFI, 15.10.2014
					Office social Ville de Luxembourg	Ville de Luxembourg	27	15	8	1	3	LEA	MFI, 15.10.2014
					Office social Nordstad	Nordstad	26	8	3	8	7	LEA	MFI, 15.10.2014
					Agence immobilière sociale[2]	Agence immobilière sociale	443	140	94	95	114	LEA	MFI, 15.10.2014

Annexe 2 : Données du PSELL-3/EU-SILC

Les indicateurs relatifs aux revenus, au niveau de vie et aux conditions de logement des ménages sont produits à partir des données de l'enquête PSELL-3/EU-SILC (European Union - Survey on Income and Living Conditions). Il s'agit d'une enquête communautaire dont le volet luxembourgeois est réalisé chaque année par le STATEC en collaboration avec le LISER.

La vague 2013 de l'enquête PSELL-3/EU-SILC a porté sur un échantillon de 3 770 ménages et 9 994 individus. Les individus résidant dans des structures collectives (maisons de retraite, prisons, casernes...) étaient exclus du champ de l'enquête. Extrapolés à l'ensemble de la population, ces échantillons représentaient respectivement 205 218 ménages privés et 503 220 individus.

L'enquête PSELL-3/EU-SILC collecte les revenus des ménages de façon détaillée, composante par composante. Le revenu total d'un ménage est ensuite calculé en agrégeant les différentes composantes de son revenu, que l'on peut schématiquement regrouper en cinq domaines :

- les **revenus du travail**, qui incluent les revenus provenant d'une activité salariée (revenus monétaires et avantage en nature lié à l'usage d'une voiture de société à des fins privées) et ceux provenant d'une activité indépendante ;
- les **revenus du capital**, qui incluent principalement des loyers perçus pour la location d'un bien immobilier (appartement, garage, terrain...) et des intérêts ou des dividendes qui sont perçus sur des placements financiers (portefeuilles d'action, plan d'épargne retraite...) ;
- les **pensions** de chômage, de vieillesse, de maladie, d'invalidité ou de veuvage ;
- les **prestations sociales** incluant, entre autres, les prestations familiales (allocation de maternité, congé parental, boni pour enfant...), les aides au logement (subvention ou bonification des intérêts d'emprunt), les allocations pour l'éducation (allocation de rentrée scolaire et bourses d'études) et les revenus de l'assistance sociale (Revenu Minimum Garanti, allocation de vie chère...) ;
- les **transferts réguliers** en provenance d'autres ménages (pension alimentaire, soutien familial...) et les **revenus perçus par les membres âgés de moins de 16 ans** (salaire d'apprentissage et pension d'orphelin).

Le Rapport « Travail et Cohésion Sociale 2014 » du STATEC¹ indique que les revenus du travail représentaient en moyenne 67,5% du revenu total des ménages en 2013, à partir des données de l'enquête PSELL-3/EU-SILC. Il s'agit de loin de la source de revenus la plus importante pour les

¹ Peltier François, Ries Jean, Salagean Ioana, Thill Germaine et Zahlen Paul (2015) : « Rapport Travail et Cohésion Sociale 2014 », *Cahier Economique* n°117, 196 p.

ménages. Les pensions de vieillesse venaient ensuite (18,6%), suivies par les revenus du capital (4,2%) et les prestations familiales, qui représentent 3,5% du revenu total des ménages.

Il est important de noter que les extrapolations des résultats de l'enquête représentative PSELL-3/EU-SILC à la population des ménages privés résidant au Grand-Duché de Luxembourg sont fournies à titre indicatif. Les éléments de quantification figurant dans le tableau de bord final ne fournissent que des grandes tendances sur le nombre de ménages concernés par les différentes dimensions de l'exclusion liée au logement, et non des chiffres extrêmement précis.

